Journée de la Terre en Palestine : vaincre le coronavirus et l’apartheid

30 mars 2020

En 1976, le 30 mars, la police israélienne tire sur des Palestiniens citoyens d’Israël qui manifestent pacifiquement contre la confiscation de leur terre par l’administration israélienne. Six d’entre eux sont tués et des dizaines d’autres blessés. Cette date est pour les Palestiniens, où qu’ils se trouvent dans le monde, la Journée de la Terre. Elle est le symbole de leur attachement à leur terre natale et de leur volonté de voir reconnus les droits qu’ils ont sur celle-ci, à commencer par le droit au retour qui leur a été reconnu par la résolution 194 de l’ONU, par la fin de l’occupation et de la colonisation mais aussi pour l’égalité des droits.

C’est ce qu’ont voulu rappeler, le 30 mars 2018, les Palestiniens de la bande de Gaza en initiant la Grande marche du retour, action non violente de la société civile. Depuis ce 30 mars 2018, les forces d’occupation israéliennes ont tué 217 Palestiniens pour réprimer ces manifestations. Les Palestiniens de Gaza dont la plupart sont des réfugiés vivent depuis 12 ans une punition collective illégale et inhumaine à travers le blocus que leur impose Israël dont les effets étaient déjà catastrophiques bien avant la crise sanitaire du

Covid-19.

La Journée de la Terre prend un relief particulier en cette année 2020 avec la crise du Covid-19. Alors que partout dans le monde, les autorités sont entièrement mobilisées pour combattre le coronavirus, l'État d'Israël se démarque une fois de plus. Non seulement il ne remplit pas son devoir de puissance occupante d'assurer la protection des populations qu'il occupe mais encore, il en profite pour aller toujours plus loin dans l'atteinte aux droits des Palestiniens et dans la barbarie.
Les autorités israéliennes limitent ou interdisent l'entrée en Cisjordanie des matières premières utilisées dans la fabrication des désinfectants. Parallèlement, la sécurité sanitaire des Palestiniens qui travaillent dans les installations israéliennes n'est pas assurée. Le 24 mars, des soldats de l'occupation ont jeté sur la route à un point de contrôle un employé d'une usine israélienne parce que son employeur craignait qu'il soit infecté par le coronavirus.

Quant aux prisonniers palestiniens, ils vivent un enfer : l'occupation israélienne leur a retiré le matériel de nettoyage et les stérilisateurs et aucune mesure n'est prise pour les protéger contre l'infection. Alors qu'Israël a libéré 500 de ses détenus de droit commun, il refuse de libérer les enfants, les femmes et les prisonniers politiques palestiniens malades. Au contraire il continue d'arrêter quotidiennement des enfants comme de jeunes volontaires qui désinfectent les rues des quartiers palestiniens à Jérusalem.

Les conditions de vie des Palestiniens dans les camps de réfugiés ou à Gaza laissent craindre le pire si le virus venait à s'y répandre.

Comme si tout cela ne suffisait pas les colons, qui ont bien compris que le monde regarde ailleurs, harcèlent avec encore plus de violence et de constance la population palestinienne du nord au sud de la Cisjordanie : attaques de troupeaux, destructions de cultures, confiscations de terres. L'armée, elle, continue de détruire des maisons, de confisquer des matériaux de construction comme la semaine dernière ceux destinés à un hôpital dans le nord de la vallée du Jourdain. La construction des routes coloniales et du Mur d'annexion ne connaît pas de trêve bien au contraire.
Les Palestiniens vivent un mélange de peur du coronavirus, des graves conséquences que peut avoir sa propagation en Palestine, et la peur de l'occupation militaire israélienne qui s'accroît à la faveur de la pandémie.

À l'occasion de la journée de la Terre, l'AFPS tient à rappeler la responsabilité des États - qui tolèrent une impunité totale à Israël - dans la dépossession du peuple palestinien et dans la mise en place du régime d'apartheid qu'Israël a imposé au peuple palestinien. Il est grand temps qu'ils prennent des mesures efficaces pour faire respecter les droits inaliénables du peuple palestinien.

Ils doivent exiger d'Israël la levée immédiate du blocus de Gaza et l'acheminement de matériel et de personnels de santé, l'arrêt de toute entreprise de colonisation, d'expulsion, de démolition de maisons, l'arrêt du harcèlement des populations et des arrestations arbitraires.
Israël doit libérer immédiatement les enfants palestiniens détenus dans ses prisons ainsi que les femmes et les malades. Il est responsable de la sécurité sanitaire des prisonniers politiques palestiniens qu'il détient et des populations vivant sous occupation militaire. Il devra rendre des comptes pour tout manquement.

Le Bureau National, le 29 mars 2020

Lire aussi : Sur le site de l'AFPS

- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/Journee-de-la-Terre-en-Palestine-vaincre-le-coronavirus-et-l-apartheid